

Direction Départementale de l’Emploi, du Travail, des Solidarités

et de la Protection des Populations

Services Vétérinaires

Santé Protection Animales et Environnement

**Arrêté préfectoral N° DDETSPP/SPAE/2024-0050**

**ordonnant des chasses particulières à mettre en œuvre pour la capture de blaireaux**

**aux fins de surveillance dans les zones définies à risque de tuberculose bovine dans la faune sauvage, dans le département des Landes.**

La préfète,

Chevalier de la Légion d’honneur

Officier de l’ordre national du Mérite

**VU** le règlement délégué (UE) 2020/687 de la commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du parlement européen et du conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et à la lutte de celles-ci ;

**VU** la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l’Office français de la biodiversité et de la chasse, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l’environnement ;

**VU** le code de l’environnement, notamment les articles L.427-1 et L.427-6 ;

**VU** le code rural et de la pêche maritime notamment le livre II, les articles L.201-1, L.223-1, L.223-4 à L.223-8 et R.223-3 à R.223-8 ;

**VU** la loi 2005-157 du 23 février 2005 relative aux développements ruraux, notamment l’article L.425-5 ;

**VU** le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l’organisation et à l’action des services de l’Etat dans les régions et les départements ;

**VU** le décret N° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

**VU** le décret du 12 janvier 2022 du Président de la République nommant Madame Françoise TAHERI, préfète des Landes ;

**VU** l’arrêté ministériel du 29 janvier 2007 modifié fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l’article L. 427-8 du code de l’environnement ;

**VU** l’arrêté ministériel du 7 décembre 2016 relatif à certaines mesures de surveillance et de lutte contre la tuberculose lors de la mise en évidence de cette maladie dans la faune sauvage ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2022/392 modifié du 14 avril 2022 portant nomination des lieutenants de louveterie jusqu’au 31 décembre 2024 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° DDETSPP/Dir/2023-0269 du 20 juillet 2023 donnant délégation de signature à M. Philippe NOLLEN, directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités, et de la protection des populations ;

**VU** l’arrêté préfectoral n° DDETSPP/Dir/2023-0350 du 02 novembre 2023 portant subdélégation de signature de Monsieur Philippe NOLLEN, directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

**VU** l’arrêté préfectoral N° DDETSPP/SPAE/2024-0049 du XX yyyy 2024 portant déclaration d’infection de la faune sauvage vis-à-vis de la tuberculose bovine dans le département des Landes et prescrivant des mesures de surveillance, de prévention et de lutte au sein d’une zone à risque de tuberculose bovine ;

**VU** l’arrêté préfectoral N° DDETSPP/SPAE/2023-0097 modifié du 07 août 2023 ordonnant des chasses particulières à mettre en œuvre pour la capture de blaireaux aux fins de surveillance dans les zones définies à risque de tuberculose bovine dans la faune sauvage, dans le département des Landes.

**CONSIDERANT** les avis de l’Agence nationale de sécurité sanitaire, alimentation, environnement, travail (Anses) relatif à la tuberculose bovine dans la faune sauvage en date du 8 avril 2011 (saisine 2010-SA-0154) et du 30 aout 2019 (saisine 2016-SA-0200) ;

**CONSIDERANT** les orientations de surveillance arrêtées en comité de pilotage national SYLVATUB, reprises par les notes de serviceDGAL/SDSPA/2018-699 du 19/09/2018, DGAL/SDSPA/2018-708 du 24/09/2018 et DGAL/SDSPA/2018-829 du 13/11/2018 ;

**CONSIDERANT** les foyers de tuberculose en élevage détectés sur les communes non incluses dans la zone à risque de tuberculose bovine dans la faune sauvage ;

**CONSIDERANT** la mise en évidence de*Mycobacterium bovis* dans la faune sauvage, dans certaines communes de la zone à risque ;

**CONSIDERANT** le risque de transmission de la tuberculose des bovins aux animaux de la faune sauvage et des animaux de la faune sauvage aux animaux domestiques ;

**CONSIDERANT** la nécessité de prévenir la circulation de la tuberculose au sein des animaux de la faune sauvage ;

**CONSIDERANT** la situation exposée par le directeur départemental de l’emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) des Landes et la nécessité à agir ;

**CONSIDERANT** la mise en consultation publique ayant eu lieu du 13 mars 2024 au 03 avril 2024, la synthèse des avis reçus et les motifs de la décision prise en application de l’article L. 120-1 du Code de l’Environnement ;

**CONSIDERANT** les avis favorables de la direction départementale des territoires et de la mer du département des Landes et de la fédération départementale des chasseurs des Landes ;

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la préfecture du département.

ARRÊTE :

**Article 1 : chasses particulières aux fins de surveillance de la tuberculose bovine**

Des chasses particulières sont organisées sur tout ou partie du territoire départemental, y compris les territoires visés au 5° du L.422-10 du code de l’environnement, à des fins de surveillance de la tuberculose bovine.

Ces prélèvements de chasses particulières viennent compléter l’échantillonnage obtenu par la collecte des animaux (blaireaux notamment) trouvés morts et ramassés en bord de routes comme défini à l’article 2 et à l’article 4 chapitre 6 du présent arrêté.

**Article 2 : objectifs et zones de prélèvements**

Les zones de prélèvements sont celles définies par l’arrêté préfectoral N° DDETSPP/SPAE/2024-0049 suscité.

À cette fin, deux types de zones sont concernés par ces opérations.

 Zone d'infection : l’objectif est de surveiller précisément le statut sanitaire « tuberculose » des populations de blaireaux puis de réguler, le cas échéant, après analyse de risques pour les cheptels bovins concernés ces populations de blaireaux selon les moyens précisés à l’article 4 du présent arrêté, avec une priorité donnée aux terriers se trouvant dans un rayon de un, voire deux kilomètres selon la topographie des lieux, soit de pâtures infectées, soit de terriers infectés. Parmi l’échantillon d’animaux prélevés, un sous-échantillon représentatif du territoire fera l’objet d’analyses pour recherche de tuberculose.

Les terriers trouvés infectés les années précédentes et en cours de campagne, ainsi que les terriers situés dans un rayon de deux kilomètres autour de ces terriers infectés font l’objet d’une surveillance et de prélèvements systématiques.

 Zone de prospection : l’objectif est de réaliser des prélèvements en vue d’analyses, en ciblant les terriers les plus proches des bâtiments ou des pâtures dans et sur lesquels sont ou ont été hébergés des bovins appartenant à un cheptel nouvellement infecté, avec si possible un prélèvement de deux blaireaux par terrier et un échantillonnage minimum d’une quinzaine d’individus adultes.

En zone tampon, aucun prélèvement motivé par la lutte contre la tuberculose n’est autorisé hormis la collecte de blaireaux trouvés morts et ramassés en bord de routes.

Les blaireaux trouvés morts au bord des routes peuvent être collectés sur la zone à risque et les communes limitrophes, sans période de restriction de prélèvements, sous réserve que leur état de conservation soit compatible avec la réalisation des analyses. À cette fin, ils sont soit ramassés dans les meilleurs délais par le réseau SAGIR, soit remis aux piégeurs ou lieutenants de louveterie, soit ramassés selon tout autre dispositif mis en œuvre par la DDETSPP, aux fins d’identification et d’acheminement vers le laboratoire.

L’ensemble des acteurs du dispositif SYLVATUB est autorisé à collecter puis transporter ces animaux jusqu’à un des points de collecte identifiés.

Ces dispositions sont suivies sans préjudice des actions du dispositif SAGIR.

La liste des communes concernées par la zone à risque est celle définie dans le cadre de l’arrêté préfectoral de délimitation des zones à risques susvisé et reportée à titre d’information en annexe 1 du présent arrêté.

**Article 3 : dates de campagne**

Les opérations de prélèvements sont autorisées du lendemain de la parution du présent arrêté au recueil des actes administratifs, jusqu’à sa date anniversaire pour la zone infectée, avec un arrêt temporaire des prélèvements du 15 janvier au 15 mai en zone de prospection, afin de permettre la reproduction de l’espèce.

Ces opérations sont placées sous la responsabilité des lieutenants de louveterie du département, qui organisent la mise en œuvre de ces opérations sur leur territoire de compétence. Chaque lieutenant de louveterie concerné peut, en fonction de sa charge de travail, déléguer l’encadrement de ces opérations à l’un de ses suppléants.

**Article 4 : moyens de prélèvements autorisés**

Les prélèvements se feront par piégeage ou par tir.

A cette exception près, l’utilisation de collets à arrêtoir placés en coulée à ras de terre est autorisée. L’ensemble des dispositions relatives à l’utilisation des collets à arrêtoir, prévues dans l’arrêté du 29 janvier 2007 modifié suscité, doivent être respectées. Pour ce mode opératoire, les lieutenants de louveterie peuvent s’adjoindre les services de piégeurs agréés choisis par leurs soins.

Des cages pièges peuvent également être utilisées.

La répartition des pièges doit être établie en relation avec les éléments de connaissance du terrain tenant compte de la disposition des bâtiments d’élevage et des pâturages, de la topographie des zones concernées et des indices de présence des blaireaux. Toute personne, notamment agriculteur ou propriétaire des terrains sur lesquels les pièges sont posés peuvent assurer, par délégation du piégeur ou du lieutenant de louveterie, la surveillance de ces derniers et prévenir le piégeur (ou le louvetier) en cas de prise.

Les prélèvements par tir de jour peuvent être effectués :

- soit en période d’ouverture officielle de chasse par tout chasseur titulaire d’un permis de chasse validé ;

- soit hors du cadre habituel de la chasse, en régulation administrative sous l’autorité d'un lieutenant de louveterie, selon les modalités suivantes :

Les chasseurs, titulaires d'un permis de chasse validé, et désignés par le lieutenant de louveterie, sont autorisés, à partir du 16 mai, à tirer de jour des blaireaux à l'approche ou à l'affût, jusqu'à la veille de l'ouverture générale de la chasse. Ces chasseurs informent les lieutenants de louveterie des sorties effectuées, et les informent sans tarder de tous les individus prélevés. Les lieutenants de louveterie tiennent à jour, et à disposition des autorités, la liste des chasseurs désignés, des sorties effectuées, et des individus prélevés. Le jour s'entendant d'une plage horaire qui débute une heure avant le lever du soleil et se termine une heure après son coucher.

Les tirs de nuit avec utilisation de sources lumineuses ne peuvent être organisés que par les lieutenants de louveterie, sur autorisation préfectorale spécifique délivrée par la direction départementale des territoires et de la mer.

L’utilisation de chiens est interdite dans le cadre des prélèvements effectués en zone « infectée » ou à des fins de surveillance ou de régulation intensive des populations de blaireaux au regard des risques sanitaires de contamination possible. Par ailleurs, les propriétaires des équipages de vénerie sous terre seront informés par la fédération des chasseurs des risques existants également au déterrage du renard sur la zone à risque.

La pratique de la vénerie sous terre est interdite pour le déterrage de blaireaux en zone infectée en raison des risques de contamination des chiens.

Pour la zone tampon, les prélèvements seront effectués exclusivement à partir des blaireaux trouvés morts en bord de route.

**Article 5 : traitement des prélèvements**

Les blaireaux capturés sont immédiatement mis à mort sans souffrance.

Lors de la manipulation des animaux et du matériel, le port de gants à usage unique est obligatoire.

Les animaux prélevés sont placés en poches et identifiés par un numéro unique, ce numéro devant être reporté sur la fiche de prélèvement.

Les animaux ainsi identifiés sont acheminés selon les directives des lieutenants de louveterie vers les congélateurs de stockage, puis vers le laboratoire des Pyrénées et des Landes pour nécropsie et prélèvement de nœuds lymphatiques pour, selon le contexte épidémiologique, analyse par PCR ou bactériologie.

**Article 6 : fournitures et indemnisations**

Les modalités de mise en œuvre des prélèvements (fourniture des collets, du matériel de prélèvements, etc.), les documents à utiliser, les modalités d’acheminement des prélèvements aux laboratoires ainsi que les indemnisations attribuées aux piégeurs et aux lieutenants de louveterie sont décrits dans une convention passée entre le directeur départemental de l’emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, le président de la fédération départementale des chasseurs, le président du groupement de défense sanitaire du département, le président de la fédération départementale des groupements de défense contre les organismes nuisibles du département, le président de l’association des lieutenants de louveterie, et les directeurs des laboratoires impliqués.

**Article 7 : abrogation**

L’arrêté préfectoral n° DDETSPP/SPAE/2023-0097 modifié du 07 août 2023 ordonnant des chasses particulières à mettre en œuvre pour la capture de blaireaux aux fins de surveillance dans les zones définies à risque de tuberculose bovine dans la faune sauvage est abrogé.

**Article 8 : mesures exécutoires**

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le sous-préfet de l’arrondissement de Dax, le commandant du groupement de gendarmerie départementale des Landes, les maires des communes concernées, le président du conseil départemental, le directeur départemental de l’emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, la directrice départementale des territoires de la mer, le chef de service départemental de l’office français de la biodiversité, le président de la fédération départementale de chasse des Landes, le président de la fédération départementale des groupements de défense contre les organismes nuisibles du département, le président de l’association des lieutenants de louveterie, les lieutenants de louveterie concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Mont-de-Marsan, le

La préfète,

|  |
| --- |
| Le présent arrêté peut faire l’objet : * d’un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet du département, soit hiérarchique auprès du ministre de l’agriculture et de la souveraineté alimentaire, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication ;
* d’un recours contentieux introduit devant le tribunal administratif de Pau dans le délai franc de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet **www.telerecours.fr**.Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu’à compter du rejet explicite ou implicite de l’un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme du silence de l’administration pendant deux mois |

**Annexe 1**

Liste des communes figurant dans l’arrêté préfectoral n° DDETSPP/SPAE/2024-0049 portant déclaration d’infection de la faune sauvage vis-à-vis de la tuberculose bovine dans le département des Landes et prescrivant des mesures de surveillance, de prévention et de lutte au sein d’une zone à risque.

**A - Zone infectée : 85 communes**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 | 40002 | AMOU |
| 2 | 40005 | ARBOUCAVE |
| 3 | 40007 | ARGELOS |
| 4 | 40011 | ARSAGUE |
| 5 | 40016 | AUBAGNAN |
| 6 | 40017 | AUDIGNON |
| 7 | 40022 | BAHUS-SOUBIRAN |
| 8 | 40024 | BANOS |
| 9 | 40027 | BASSERCLES |
| 10 | 40029 | BATS-TURSAN |
| 11 | 40037 | BENQUET |
| 12 | 40038 | BERGOUEY |
| 13 | 40041 | BEYRIES |
| 14 | 40047 | BONNEGARDE |
| 15 | 40054 | BRASSEMPOUY |
| 16 | 40055 | BRETAGNE-DE-MARSAN |
| 17 | 40057 | BUANES |
| 18 | 40069 | CASTAIGNOS-SOUSLENS |
| 19 | 40072 | CASTELNAU-TURSAN |
| 20 | 40073 | CASTELNER |
| 21 | 40074 | CASTEL-SARRAZIN |
| 22 | 40076 | CAUNA |
| 23 | 40078 | CAUPENNE |
| 24 | 40079 | CAZALIS |
| 25 | 40082 | CLASSUN |
| 26 | 40083 | CLEDES |
| 27 | 40086 | COUDURES |
| 28 | 40089 | DOAZIT |
| 29 | 40092 | DUMES |
| 30 | 40097 | EUGENIE-LES-BAINS |
| 31 | 40098 | EYRES-MONCUBE |
| 32 | 40099 | FARGUES |
| 33 | 40109 | GAUJACQ |
| 34 | 40110 | GEAUNE |
| 35 | 40119 | HAGETMAU |
| 36 | 40121 | HAURIET |
| 37 | 40128 | HORSARRIEU |
| 38 | 40130 | LABASTIDE-CHALOSSE |
| 39 | 40136 | LACAJUNTE |
| 40 | 40138 | LACRABE |
| 41 | 40143 | LAMOTHE |
| 42 | 40144 | LARBEY |
| 43 | 40145 | LARRIVIERE-SAINT-SAVIN |
| 44 | 40146 | LATRILLE |
| 45 | 40148 | LAURET |
| 46 | 40172 | MANT |
| 47 | 40173 | MARPAPS |
| 48 | 40174 | MAURIES |
| 49 | 40177 | MAYLIS |
| 50 | 40185 | MIRAMONT-SENSACQ |
| 51 | 40188 | MOMUY |
| 52 | 40189 | MONGET |
| 53 | 40190 | MONSEGUR |
| 54 | 40191 | MONTAUT |
| 55 | 40195 | MONTGAILLARD |
| 56 | 40196 | MONTSOUE |
| 57 | 40198 | MORGANX |
| 58 | 40201 | MUGRON |
| 59 | 40203 | NASSIET |
| 60 | 40204 | NERBIS |
| 61 | 40219 | PAYROS-CAZAUTETS |
| 62 | 40220 | PECORADE |
| 63 | 40223 | PEYRE |
| 64 | 40225 | PHILONDENX |
| 65 | 40226 | PIMBO |
| 66 | 40232 | POUDENX |
| 67 | 40239 | PUYOL-CAZALET |
| 68 | 40240 | RENUNG |
| 69 | 40247 | SAINT-AGNET |
| 70 | 40249 | SAINT-AUBIN |
| 71 | 40252 | SAINTE-COLOMBE |
| 72 | 40253 | SAINT-CRICQ-CHALOSSE |
| 73 | 40270 | SAINT-LOUBOUER |
| 74 | 40282 | SAINT-SEVER |
| 75 | 40286 | SAMADET |
| 76 | 40289 | SARRAZIET |
| 77 | 40290 | SARRON |
| 78 | 40298 | SERRES-GASTON |
| 79 | 40299 | SERRESLOUS-ET-ARRIBANS |
| 80 | 40305 | SORBETS |
| 81 | 40309 | SOUPROSSE |
| 82 | 40316 | TILH |
| 83 | 40318 | TOULOUZETTE |
| 84 | 40321 | URGONS |
| 85 | 40325 | VIELLE-TURSAN |

**B – Zone Tampon : 45 communes**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 | 40001 | AIRE-SUR-L’ADOUR |
| 2 | 40012 | ARTASSENX |
| 3 | 40018 | AUDON |
| 4 | 40020 | AURICE |
| 5 | 40023 | BAIGTS |
| 6 | 40025 | BASCONS |
| 7 | 40026 | BAS-MAUCO |
| 8 | 40028 | BASTENNES |
| 9 | 40049 | BORDERES-ET-LAMENSANS |
| 10 | 40061 | CAMPAGNE |
| 11 | 40066 | CARCARES-SAINTE-CROIX |
| 12 | 40070 | CASTANDET |
| 13 | 40071 | CASTELNAU-CHALOSSE |
| 14 | 40080 | CAZERES-SUR-L’ADOUR |
| 15 | 40090 | DONZACQ |
| 16 | 40091 | DUHORT-BACHEN |
| 17 | 40095 | ESTIBEAUX |
| 18 | 40112 | GIBRET |
| 19 | 40116 | GOUTS |
| 20 | 40117 | GRENADE-SUR L’ADOUR |
| 21 | 40118 | HABAS |
| 22 | 40122 | HAUT-MAUCO |
| 23 | 40139 | LAGLORIEUSE |
| 24 | 40141 | LAHOSSE |
| 25 | 40147 | LAUREDE |
| 26 | 40153 | LE-LEUY |
| 27 | 40160 | LOURQUEN |
| 28 | 40175 | MAURRIN |
| 29 | 40178 | MAZEROLLES |
| 30 | 40180 | MEILHAN |
| 31 | 40192 | MONT-DE-MARSAN |
| 32 | 40194 | MONTFORT-EN-CHALOSSE |
| 33 | 40199 | MOUSCARDES |
| 34 | 40205 | NOUSSE |
| 35 | 40208 | ONARD |
| 36 | 40214 | OSSAGES |
| 37 | 40228 | POMAREZ |
| 38 | 40235 | POYANNE |
| 39 | 40236 | POYARTIN |
| 40 | 40260 | SAINT-GEOURS-D’AURIBAT |
| 41 | 40275 | SAINT-MAURICE-SUR-L’ADOUR |
| 42 | 40280 | SAINT-PERDON |
| 43 | 40281 | SAINT-PIERRE-DU-MONT |
| 44 | 40313 | TARTAS |
| 45 | 40329 | LE VIGNAU |

**C – Zone de Prospection : 4 communes**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 | 40120 | HASTINGUES |
| 2 | 40206 | OYEREGAVE |
| 3 | 40212 | ORTHEVIELLE |
| 4 | 40224 | PEYREHORADE |

**Annexe 2 : cartographie de la zone à risque SYLVATUB département 40 campagne 2024**

